

## Etat d'urgence

Vendredi 29 Janvier 2016 21h

### Rencontre-débat

avec **Alain Billaud**

du syndicat de la magistrature

et **Christian Mahieux**

de Solidaires – SUD Rail

Médiathèque **Saint-Gaudens**

Place Saint Jean

- ☞ La loi sur l'état d'urgence : ses origines, son contenu
- ☞ Impact sur la vie privée, sur les mouvements sociaux

Etat d'urgence et voie législative  
Etat d'urgence et modification de la Constitution ?  
Déchéance de la nationalité ?

### De l'Etat de droit à l'état d'urgence :

2015	Police		Justice
2016	<b>Police</b>		Justice

**Collectif des résistances en Comminges**

*Ne pas jeter sur la voie publique IPNS*

## Etat d'urgence

Vendredi 29 Janvier 2016 21h

### Rencontre-débat

avec **Alain Billaud**

du syndicat de la magistrature

et **Christian Mahieux**

de Solidaires – SUD Rail

Médiathèque **Saint-Gaudens**

Place Saint Jean

- ☞ La loi sur l'état d'urgence : ses origines, son contenu
- ☞ Impact sur la vie privée, sur les mouvements sociaux

Etat d'urgence et voie législative  
Etat d'urgence et modification de la Constitution ?  
Déchéance de la nationalité ?

### De l'Etat de droit à l'état d'urgence :

2015	Police		Justice
2016	<b>Police</b>		Justice

**Collectif des résistances en Comminges**

*Ne pas jeter sur la voie publique IPNS*

## **Une centaine d'associations et d'organisations syndicales**

### **a lancé cette pétition :**

Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Notre rejet est absolu. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.

Sans qu'il soit le moins du monde question d'excuser le fanatisme et la barbarie qui assassinent, il n'est pas possible de discuter de la situation actuelle sans parler des responsabilités des Etats qui entretiennent des guerres dans plusieurs régions du monde.

Ensemble, nous débattons :

- des résistances à organiser, à soutenir et à faire connaître,
- de la nécessaire désobéissance individuelle et collective lorsque « l'ordre » est illégitime,
- du rôle des mouvements sociaux en tant que contre-pouvoirs garants d'une société démocratique,
- des actions locales dans le cadre des collectifs unitaires nationaux, contre l'état d'urgence qui restreint nos libertés et n'assure pas plus de sécurité !

**Le Collectif des Résistances dans le Comminges**  
*(dont CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, ATTAC, le GAC , des citoyens et citoyennes...)*

## **Une centaine d'associations et d'organisations syndicales**

### **a lancé cette pétition :**

Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Notre rejet est absolu. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.

Sans qu'il soit le moins du monde question d'excuser le fanatisme et la barbarie qui assassinent, il n'est pas possible de discuter de la situation actuelle sans parler des responsabilités des Etats qui entretiennent des guerres dans plusieurs régions du monde.

Ensemble, nous débattons :

- des résistances à organiser, à soutenir et à faire connaître,
- de la nécessaire désobéissance individuelle et collective lorsque « l'ordre » est illégitime,
- du rôle des mouvements sociaux en tant que contre-pouvoirs garants d'une société démocratique,
- des actions locales dans le cadre des collectifs unitaires nationaux, contre l'état d'urgence qui restreint nos libertés et n'assure pas plus de sécurité !

**Le Collectif des Résistances dans le Comminges**  
*(dont CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, ATTAC, le GAC , des citoyens et citoyennes...)*